

PREFECTURE DE GUADELOUPE

Basse-Terre, le

15 DEC. 2008

**Le Préfet de la Guadeloupe**

Coordonnateur du Bassin Guadeloupe

## **Avis de l'autorité environnementale**

### **Révision du Schéma Directeur D'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Guadeloupe**

Le SDAGE de Guadeloupe est le document d'orientations stratégiques pour la gestion de l'eau. Il définit, pour une période de 6 ans, les modalités d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre. Le SDAGE actuellement en vigueur a été adopté par le Comité de bassin en 2003. La révision de ce document d'orientation a conduit le Comité de bassin de la Guadeloupe à élaborer le projet de SDAGE 2010-2015. Ce projet s'appuie sur le Code de l'Environnement et la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 20 décembre 2006 (LEMA). Il met en oeuvre la Directive Cadre européenne sur l'Eau de décembre 2000 (DCE) en intégrant le premier plan de gestion de 6 ans (2010-2015) qu'elle préconise pour atteindre le bon état des eaux. Ce projet s'inscrit dans une démarche de gestion s'étendant de 2010 à 2027 pour laquelle trois plans successifs de 6 ans seront nécessaires.

La révision du SDAGE est soumise à l'application de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les obligations en résultant sont transposées dans le code de l'environnement (articles L122-4 à L122-11 et R122-17 à R122-24) et comprennent : la préparation d'un rapport environnemental, la conduite de consultations, notamment du public, et l'avis d'une autorité environnementale ayant une responsabilité spécifique en matière d'environnement.

La présente note constitue cet avis portant à la fois sur la qualité du rapport environnemental et sur la manière dont le projet de SDAGE 2010-2015 prend en compte l'environnement.

## Avis sur la qualité de l'évaluation environnementale contenue dans le rapport environnemental

Cette partie repose sur l'analyse du rapport « Rapport d'évaluation des incidences du SDAGE sur l'environnement » élaboré par le bureau d'études EGIS EAU et transmis au Préfet le 20 octobre 2008.

### 1. Caractère complet du rapport environnemental

**Le rapport environnemental** précité est un document de 66 pages (hors annexes) construit suivant un plan en 8 parties :

1. Un résumé non technique
2. Une présentation résumée des objectifs du SDAGE 2010-2015, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec d'autres plans et documents visés à l'article R. 122-17 et les documents d'urbanisme avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération
3. Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le SDAGE 2010-2015
4. Une analyse :
  - \_ des effets notables probables de la mise en oeuvre du SDAGE 2010-2015 sur l'environnement
  - \_ des problèmes posés par la mise en oeuvre du SDAGE 2010-2015 sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement
  - \_ des incidences sur les activités du bassin (appréciation)
5. Un bilan du SDAGE sur l'hydroélectricité
6. L'exposé des motifs pour lesquels le SDAGE 2010-2015 a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées
7. La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du SDAGE 2010-2015 sur l'environnement et en assurer le suivi
8. La description de la manière dont l'évaluation a été effectuée

Ce plan est conforme à celui prescrit à l'article R122-20 du code de l'environnement. Par conséquent, le rapport est globalement conforme et complet.

**Le résumé non technique** reprend les éléments du rapport suivant un format tout à fait adapté à la consultation publique.

### 2. Qualité et pertinence des analyses contenues dans le rapport environnemental

L'évaluation s'appuie sur les prescriptions du cahier des charges proposé par la DIREN et inspiré d'une note rédigée en avril 2007 par la direction de l'eau du ministère chargé de l'écologie relative à l'évaluation des SDAGE. La qualité des analyses contenues dans le rapport est d'abord appréciée au regard de ces documents de références. Le détail de cette appréciation est repris dans un **tableau de relecture** joint au présent avis.

Le tableau relève quelques lacunes dont les principales sont résumées ci-dessous.

Un scénario tendanciel (sans révision du SDAGE) aurait dû être abordé dès l'état initial de façon à servir de référentiel pour l'évaluation des incidences sur l'environnement traitée dans le chapitre 3 (la description du scénario tendanciel traité au chapitre 6 est en réalité le scénario porté par la révision du SDAGE).

L'exercice de hiérarchisation des thématiques de l'environnement n'est pas abouti dans l'état initial. Les 8 thématiques retenues sont traitées sur le même degré et de façon juxtaposée. Le

SDAGE est conçu pour produire des effets positifs sur les thèmes de l'environnement liés à l'eau et au milieu aquatique, aussi l'évaluation devrait davantage être orientée vers la recherche des incidences portant sur les autres dimensions environnementales (notamment le paysage et le patrimoine).

Dans l'analyse des effets du schéma sur ces thématiques, il manque une vérification de la cohérence entre le programme de mesures et les objectifs du SDAGE qui permettrait d'aborder l'approche économique de l'atteinte des objectifs et la problématique du déséquilibre entre les objectifs du SDAGE 2010-2015 et la capacité de financement des mesures. L'estimation à 670M€ de la mise en œuvre du programme de mesures présentée dans le chapitre 6 doit être explicitée en précisant l'ensemble des mesures contribuant effectivement et prioritairement à atteindre les objectifs du SDAGE et en tenant compte des fonds mobilisables sur la période 2010-2015 (investissements des collectivités et prix de l'eau).

L'évaluateur a proposé une appréciation des incidences du SDAGE sur les activités du bassin. Une analyse plus quantifiée sur les perspectives de développement démographique et économique aurait permis de compléter l'évaluation environnementale. De façon plus générale, l'évaluation gagnerait en pertinence en s'appuyant d'avantage sur des méthodes d'analyse-coût-bénéfice dès lors qu'il est possible de quantifier certains éléments de l'objet d'étude (cf. le programme de mesure et l'analyse des coûts de l'eau accompagnant le projet de SDAGE). En pratique, ces données n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction du rapport, ce qui explique l'approche essentiellement qualitative de l'étude.

Malgré ces faiblesses, le rapport d'évaluation est clair et suffisamment argumenté pour justifier les choix retenus dans le SDAGE. En effet, la qualité de l'analyse doit aussi s'apprécier en fonction du contexte et notamment de la nouveauté de l'exercice pour les maîtres d'ouvrages et les bureaux d'études (comparaison avec les évaluations menées sur d'autres bassins). La démarche itérative est bien décrite dans le document ainsi que les apports de l'évaluation sur le projet de SDAGE lors de son élaboration (cf. annexe 1 et 2).

Il ressort des analyses que les impacts de la mise en œuvre du SDAGE sont essentiellement positifs sur les thématiques environnementales qu'il couvre : en particulier l'eau, les milieux aquatiques associés, les risques naturels inondation et érosion des sols et la santé. Même si certaines dispositions du SDAGE conduisent à la réalisation d'ouvrages susceptibles d'avoir des effets négatifs sur le thème « paysage » (endiguement, retenues d'eau, cuve de récupérations des eaux pluviales, enrochements et ouvrages de protection contre l'érosion marine), ces effets restent relativement limités au regard de l'ensemble du schéma.

Pour compenser le risque d'incidence sur le paysage, l'évaluateur propose d'appliquer deux mesures correctrices :

1. Pour les projets les plus complexes, établir avec les autorités compétentes (DIREN / DAF, DSDS, ONEMA, Office de l'Eau), le cahier des charges des études d'impact afin d'améliorer leur pertinence,
2. Constituer un fonds documentaire des études d'impact auprès de l'office de l'eau et de tout document d'évaluation environnementale afin de pouvoir plus facilement faire un bilan environnemental des opérations d'aménagements et in fine, de contribuer à l'établissement du bilan environnemental du SDAGE

Ces mesures renvoient à la réalisation des projets d'aménagements et de travaux qui découleront de cette planification. Sans préjuger de leur efficacité, il conviendrait de les compléter en précisant :

- comment le comité de bassin peut mettre en œuvre la 1<sup>ère</sup> mesure (étude de définition du volet paysager Guadeloupe à intégrer dans les cahiers des charges ? Etude d'un cahier des charges type en fonction de projets à identifier ?...)

- comment le comité de bassin peut exploiter et suivre le fonds documentaire pour mesurer la prise en compte de l'environnement des opérations qui s'inscrivent dans le SDAGE.

Pour répondre a minima sur ce dernier point, deux indicateurs devraient être mis en place et ajoutés au tableau de bord du SDAGE :

- le nombre d'évaluation environnementale produite sur les opérations s'inscrivant dans le SDAGE
- le montant des mesures de réduction ou de compensation / le montant des opérations concernées.

### **Avis sur la prise en compte de l'environnement dans le projet de SDAGE**

Cette partie est rédigée sur la base du projet de révision du SDAGE daté du mois d'octobre 2008 et des documents qui lui sont associés à cette date.

Les objectifs généraux du SDAGE 2010-2015 sont déclinés suivant 8 orientations fondamentales :

1. Améliorer la gouvernance,
2. Assurer la satisfaction quantitative des usages en préservant la ressource en eau,
3. Garantir une meilleure préservation de la qualité des ressources utilisées pour l'eau potable,
4. Réduire les rejets et améliorer l'assainissement,
5. Préserver et reconquérir la qualité des eaux vis-à-vis des pesticides,
6. Restaurer le fonctionnement biologique des milieux aquatiques et notamment des cours d'eau,
7. Préserver et restaurer les milieux aquatiques littoraux,
8. Se prémunir contre les risques liés aux inondations

Ces orientations sont déclinées en 106 dispositions qui ont pu être globalement et qualitativement appréciées dans l'évaluation environnementale avec la conclusion que la mise en œuvre du projet de SDAGE aura essentiellement des effets positifs sur l'environnement.

Le programme de mesures contribuant à la réalisation du SDAGE sur la période 2010-2015 constitue une pièce essentielle du dispositif de la mise en œuvre de la planification dans le domaine de l'eau. Compte tenu du faible niveau d'équipement du territoire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ainsi que du faible niveau de rendement des infrastructures existantes, l'estimation des travaux nécessaires à l'atteinte du bon état amène à des montants particulièrement élevés comparés à ceux estimés en métropole. Le montant du programme de mesures est évalué 395M€ sur la période 2010-2015 avec un étalement des coûts sur trois plans. Cet étalement permettrait d'atténuer les effets du programme sur le revenu des ménages, avec cependant une augmentation de la facture d'eau évaluée à +26% sur un prix moyen de l'eau actuel déjà élevé en comparaison d'autres bassins (cf. l'analyse des circuits de financement et du recouvrement des coûts des services liés à l'eau en Guadeloupe).

La réussite de la mise en œuvre du SDAGE semble donc largement tributaire de la mobilisation de ressources complémentaires permettant une accélération du rythme d'investissement (financements publics et/ou des usagers de l'eau) et nécessairement accompagnée d'une amélioration de la gestion financière et technique des services de l'eau (audit financier, regroupement des services, approche « performancielle » dans la gestion budgétaire).

Reste que le bilan 2005 de la mise en œuvre du SDAGE 2003 est très mitigé et qu'il laisse supposer que la réussite de ce SDAGE 2010-2015 nécessite bien un effort soutenu de la part de tous les acteurs oeuvrant dans le domaine de l'eau.

L'efficacité de ce programme s'évalue aussi en terme d'amélioration des masses d'eau de la Guadeloupe conformément à la DCE : 47% de masses d'eau en bon état contre 32 % suivant le

scénario tendanciel issu de l'état des lieux 2015. Il est important de noter que ces objectifs restent en dessous des ambitions nationales fixées par le Grenelle de l'environnement : 66% des masses d'eau en bon état en 2015.

Cependant le comité de bassin de Guadeloupe a choisi d'ajouter à la liste des molécules définissant l'état chimique des masses d'eau, le chlordécone. Ce choix tout à fait justifié compte tenu du contexte local, conduit néanmoins à masquer le suivi des masses d'eau sur la liste de référence. En effet, la rémanence de cette molécule est de l'ordre de plusieurs siècles et nous ne connaissons aujourd'hui aucun moyen de la dégrader. Il est donc vraisemblable que les zones contaminées aujourd'hui le seront encore après 2027 d'autant plus que les masses d'eau concernées sont des parties aval de cours d'eau et les eaux côtières qui continuent à recevoir des apports en chlordécone des bassins versants. Il serait pertinent de pouvoir mesurer l'état chimique sur les 2 options - avec chlordécone et sans chlordécone - de façon à justifier l'efficacité de cette planification au niveau national.

## Conclusion

L'avis sur la qualité du rapport environnemental confirme sa conformité à l'article R122-20 du code de l'environnement. Le travail accompli par l'évaluateur est remarquable compte tenu de la difficulté de l'exercice et des délais impartis. Cependant, j'invite le comité de bassin à demander au prestataire de compléter son étude en prenant en compte les observations contenues dans le présent avis.

Les propositions contenues dans le SDAGE et les documents qui lui sont associés prennent bien en compte l'environnement et leur mise en œuvre aura des effets globalement bénéfiques sur l'environnement. Cependant, compte tenu du contexte exposé dans le présent avis, il convient de s'assurer de la bonne mise en œuvre du SDAGE dont les objectifs affichés ne sont pas encore à la hauteur des ambitions nationales et européennes. Aussi, je vous propose d'intégrer les quatre recommandations suivantes pour la suite du processus d'élaboration du SDAGE :

- Mettre l'accent sur la gouvernance et inciter l'ensemble des acteurs à une réflexion sur l'amélioration de la gestion financière et technique des services de l'eau ;
- Mesurer l'état chimique des masses d'eau sur les 2 options « avec chlordécone » et « sans chlordécone » pour garantir la transparence dans le suivi comparatif de la qualité des masses d'eau ;
- Intégrer les deux mesures correctrices de l'évaluateur pour minimiser les effets négatifs des aménagements sur le paysage (étude sur les cahiers de charges des études d'impact et constitution d'un fonds documentaire pour réaliser le suivi de ces études) ;
- Assurer le suivi de la prise en compte de l'environnement dans le tableau de bord du SDAGE en définissant et en renseignant de nouveaux indicateurs (nombre de projets avec évaluation environnementale et coût des mesures correctrices).



Contenu attendu du rapport environnementale (cf. cahier des charges et note MEDD du 4 avril 2007)	Vérification du contenu sur la version de septembre 2008	Commentaires
<b>Chapitre 1 – Résumé non technique (p6 à 13)</b>		
Le prestataire fournira un résumé non technique des éléments développés dans les chapitres suivants. Il ne s'agit pas d'un simple récapitulatif. Sa rédaction doit être particulièrement soignée dès lors qu'il s'adresse aux personnes ou organisations qui s'informeront sur le contenu et la portée du SDAGE lors de l'enquête publique.	ok	A compléter par un point sur la cohérence entre le programme de mesures (initiales des principales mesures et coût) et les objectifs du SDAGE qui permettrait d'aborder la problématique économique de l'atteinte des objectifs et le calendrier de mise en œuvre. Voir chap. 4
<b>Chapitre 2 – Objectifs, contenu et articulation avec d'autres plans (p14 à 23)</b>		
les objectifs du projet de SDAGE révisé en établissant les liens de continuité ou de rupture avec le précédent document	ok	
les grandes lignes de son contenu	ok	
son articulation avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) qui ont vocation à décliner localement les objectifs et les préconisations du SDAGE et avec les autres documents et notamment les documents d'urbanisme qui doivent être compatibles avec le SDAGE	ok	
les principales dispositions du projet de SDAGE et mesures du projet de programme pluriannuel de mesures prévues pour la réalisation des objectifs du SDAGE	ok (cf. chap 6)	Pas de description des principales mesures du programme pluriannuel prévues pour atteindre les objectifs du SDAGE (initiales et coût) à ce niveau. Voir chap. 6.
<b>Chapitre 3 – État Initial de l'environnement (p24 à41)</b>		
Le rapport distinguera, parmi les thématiques relatives à l'environnement, celles vis-à-vis desquelles le SDAGE aura des effets significatifs et celles qui ne seront pas ou très peu concernées et concernant notamment :	ok	
1 la santé humaine,	ok	§ santé, § inondations
2 la diversité biologique,	ok	§ les écosystèmes aquatiques et les zones humides
3 la faune et flore,	ok	§ les écosystèmes aquatiques et les zones humides
4 les sols,	ok	§ autres enjeux
5 les eaux,	ok	§ les ressources naturelles, § qualité des eaux
6 la qualité de l'air,	ok	thème écarté par/aux enjeux SDAGE
7 le bruit,	ok	thème écarté par/aux enjeux SDAGE
8 le climat,	ok	§ les ressources naturelles, § autres enjeux
9 les sites naturels (Natura 2000 ou autres),	ok	§ les écosystèmes aquatiques et les zones humides (les culs-de-sac main), § qualité des eaux
10 les paysages,	ok	§ autres enjeux
12 le patrimoine culturel/architectural et archéologique.	ok	thème écarté par/aux enjeux SDAGE
Le fait de retenir ou de rejeter telle ou telle thématique comme étant pertinente ou non vis-à-vis du SDAGE devra être justifié.	ok	Analyse implicite
Le rapport soulignera les grands enjeux de la gestion de l'eau sur le bassin. Au travers de leur hiérarchisation, il fera ressortir les composantes de l'environnement affectées de manière significative par la mise en œuvre du SDAGE et justifiant de ce fait une analyse des effets dans le chapitre 3.	ok	la hiérarchisation n'est pas clairement affichée pour l'ensemble des thématiques. Elle est sous-entendue dans le choix des 3 orientations prioritaires décrites dans le § synthèse des enjeux environnementaux.
Cette approche permettra également d'identifier les thématiques nouvelles traitées par le projet de SDAGE et qui ne l'étaient pas par l'ancien SDAGE et celles qui étaient déjà traitées, mais vis-à-vis desquelles le projet de SDAGE aura des effets plus conséquents.	ok	traité dans chaque §
<b>Chapitre 4 – Analyse des effets (p42 à 47)</b>		
Cette analyse s'appuiera sur une évaluation des perspectives d'évolution de l'environnement si ce projet de SDAGE n'était pas mis en œuvre et si l'environnement continuait à évoluer selon les règles de gestion existantes (scénario tendanciel 2015 de l'état des lieux).	non fait	le scénario tendanciel (sans révision du SDAGE) ne fait pas l'objet d'une description précise à ce niveau. Il aurait dû être abordé dès l'état initial sur la base de l'état des lieux 2005 de façon à servir de référentiel pour l'évaluation des incidences sur l'environnement et à justifier la hiérarchisation des enjeux environnementaux (la description du scénario tendanciel traité au chapitre 6 est en réalité le scénario porté par la révision du SDAGE), ce qui serait pourtant nécessaire compte tenu du déséquilibre entre les objectifs du SDAGE 2010-2015 et la capacité de financement des mesures.
Dans ce chapitre le prestataire développera les effets probables de la mise en œuvre du SDAGE par rapport aux seules thématiques retenues dans le chapitre 2 comme étant pertinentes par rapport au projet de SDAGE.	ok	L'articulation avec le chapitre 2 sur les thématiques environnementales retenues n'est pas claire (Climat? L'hydromorphologie est l'étude de la morphologie des cours d'eau ce n'est pas à proprement parler un thème composant l'environnement)
L'analyse des effets notables probables du Programme de Mesures		
L'analyse rappellera, tout d'abord, les effets positifs à attendre sur la gestion de la ressource en eau et sur les milieux aquatiques. Par rapport aux autres thématiques, il évaluera les effets positifs et négatifs probables et établira un bilan sous la forme d'un tableau.	ok	L'analyse sous forme de tableau de synthèse présente les effets sur l'environnement des orientations du SDAGE. Les justifications ainsi que les préconisations de l'évaluateur sont détaillées en annexe au niveau des sous-chapitres des orientations.
Cette analyse portera également sur les effets probables du SDAGE sur le cadre de vie des populations et les perspectives de développement démographique et économique, telles qu'elles se présentent aujourd'hui sur le bassin.	traitement partiel	l'évaluateur a proposé une appréciation des incidences du SDAGE sur les activités du bassin

Analyse des effets du programme de mesures			L'évaluateur n'avait pas connaissance des résultats de l'étude sur le coût de l'eau et des conclusions relatives à l'étalement du programme de mesure à la remise de son rapport. Ainsi, il manque une vérification de la cohérence entre le programme de mesures et les objectifs du SDAGE qui permet une approche économique de l'atteinte des objectifs (cf. lacune dans le chap 2). Elle serait pourtant nécessaire compte tenu du déséquilibre entre les objectifs du SDAGE 2010-2015 et la capacité de financement des mesures.
Evaluation des interactions entre les facteurs en jeu	non fait	ok	Les interactions sont traitées implicitement dans l'analyse croisée (orientations-sous-chapitres SDAGE / thèmes de l'environnement) en annexe.
La question des boues d'épuration, et notamment celle de leur impact en fonction de leur mode de traitement et des filières qui peuvent les accueillir.	?		cette question non reprise dans le rapport fait l'objet d'un point d'étude confié à l'office de l'eau dans le SDAGE
<b>Chapitre 5 – Analyse du bilan énergétique (p48 à 52)</b>			
Par ailleurs, le prestataire évaluera le bilan énergétique du SDAGE, notamment en matière de production hydroélectrique en se référant aux dispositions de l'article 2-1 de la loi du 16 octobre 1919. Ce chapitre devra quantifier l'impact du SDAGE sur le développement de l'hydroélectricité, évaluer si cela a un impact sur les émissions de gaz à effet de serre et quantifier ce dernier. Il devra également évaluer l'impact positif des prescriptions limitant le développement de l'hydroélectricité sur l'environnement, y compris sur la dynamique et la géomorphologie des cours d'eau.		ok	Les cours d'eau permanents sur le bassin de Guadeloupe ont des débits relativement faibles, ce qui limite fortement les puissances installables et donc les économies qu'ils permettent en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Dans le contexte particulier de la Guadeloupe, on peut alors se demander si le développement de l'hydroélectricité est une solution judicieuse pour réduire les émissions de GES liées à la production électrique, d'autant que les impacts de ces ouvrages sur l'environnement sont loin d'être négligeables.
<b>Chapitre 6 – Justification du projet et alternatives (p53 à 61)</b>			
Ce chapitre traitera des motifs ayant conduit à retenir les différents items du projet de SDAGE (définition des objectifs – ou dérogations – par masse d'eau ou groupe de masse d'eau, des orientations de la gestion équilibrée de la ressource en eau, choix des dispositions du projet de SDAGE et des mesures du programme de mesures permettant d'atteindre les objectifs et de respecter les orientations). Ces motifs seront examinés au vu des dispositions des textes internationaux, européens ou nationaux en vigueur en accordant une attention particulière à la directive - cadre sur l'eau (DCE).		ok	Précise l'estimation de la mise en œuvre du programme de mesure (670 M€) mais pas d'analyse sur le réalisme du budget en fonction des fonds mobilisables auprès des collectivités (80 M€) et la répercussion possible sur le prix de l'eau.
En outre, parmi les thématiques retenues dans le chapitre 2, et en dehors de celles relatives à la ressource en eau et aux milieux aquatiques, le prestataire précisera la position du SDAGE par rapport aux dispositions des textes de portée internationale ou nationale en vigueur. Son analyse se limitera aux éléments les plus pertinents.		ok	
Le prestataire s'appuiera sur les résultats et la méthodologie des analyses coût - efficacité et coûts - bénéfices qui sous-tendent la définition des objectifs environnementaux du projet de SDAGE.		non fait	rappel des textes en annexe ... Voir chap.8
<b>Chapitre 7 – Mesures correctrices et suivi (p62 à 64)</b>			
Ce chapitre présentera les mesures envisagées, d'une part pour éviter, réduire et, si possible, compenser les éventuelles conséquences dommageables du projet de SDAGE sur l'environnement, d'autre part pour en assurer le suivi.		ok	.Pour les projets les plus complexes, établir avec les autorités compétentes (DIREN / DAF, DSDS, ONEMA, Office de l'Eau), le cahier des charges des études d'impact afin d'améliorer leur pertinence. 1 Pour rappel, l'étude d'impact des ouvrages faisant partie d'un programme de travaux échelonnés dans le temps, sur un même bassin versant ou sur un même cours d'eau, doit présenter réglementairement une appréciation des impacts du programme. .Consulter un fonds documentaire des études d'impact auprès de l'office de l'eau et de tout document d'évaluation environnementale afin de pouvoir plus facilement faire un bilan environnemental des opérations d'aménagements et in fine, de contribuer à l'établissement du bilan environnemental du SDAGE.
En matière de suivi, le prestataire s'appuiera sur le projet de tableau de bord du SDAGE. Il rappellera les indicateurs de suivi retenus pour évaluer l'efficacité du SDAGE et en apprécier les conséquences sur la ressource en eau, les milieux aquatiques et les usages. Il soulignera le lien existant entre ces indicateurs et les objectifs majeurs du SDAGE. Il proposera les ajustements ou modifications utiles.		ok	Pas de modification proposée, alors que les mesures correctrices envisagées sous-entendent un suivi de la prise en compte de l'environnement au niveau des projets d'aménagement et travaux qui seraient soumis à étude d'impact. Proposition d'indicateurs correspondants (nb d'études d'impact, % compensation sur les projets,...)
<b>Chapitre 8 – Méthodologie (p65)</b>			
Le prestataire fournira une note méthodologique décrivant la manière dont l'évaluation a été effectuée. Cette note doit être conçue de manière à ce que le maître d'ouvrage de l'étude soit en mesure de refaire l'étude à l'identique ou de la réviser le cas échéant. Cette note doit permettre d'apprécier la qualité des informations contenues dans le rapport environnemental. Elle doit inclure les difficultés rencontrées lors de l'étude (par exemple, des déficiences techniques ou le manque de savoir-faire) et la manière dont elles ont été surmontées.		ok	Analyse qualitative. L'évaluation gagnerait en pertinence en s'appuyant d'avantage sur des méthodes d'analyse-coût-bénéfice dès lors qu'il est possible de quantifier certains éléments de l'objet d'étude (cf. le programme de mesure et l'analyse des coûts de l'eau accompagnant le projet de SDAGE)